

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 23 JUIN 2010

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 LYON CEDEX 03

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN
☎ : 04 72 61 61 51
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de défense Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-19, L 512-6-1 et R 512-39-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 1999 autorisant la société MAZZA B.T.P. à poursuivre l'exploitation d'une carrière située lieu-dit "Bédina" à VALSONNE ;
- VU le jugement en date du 4 novembre 2004 par lequel le Tribunal de Commerce de Lyon a prononcé le redressement judiciaire de la société MAZZA B.T.P. et désigné Maître BAULAND en qualité d'administrateur judiciaire ;
- VU le jugement en date du 22 mars 2005 par lequel le Tribunal de Commerce de Lyon a arrêté le plan de cession partielle des actifs de la société MAZZA B.T.P. au profit de la société APPIA (groupe EIFFAGE) ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 2008 prescrivant à Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P., la réalisation de travaux en vue de la mise en sécurité du site de la carrière de VALSONNE ;
- VU le rapport du 3 juin 2010 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspecteur des installations classées de constater que la carrière de VALSONNE est restée en l'état depuis le redressement judiciaire de la société MAZZA B.T.P. et qu'il n'a été procédé ni à l'évacuation des installations de traitement, hors d'état de fonctionner, ni à un quelconque début de remise en état du site, ou au moins de sécurisation du front instable ;

../..

CONSIDERANT donc que ce site, qui n'est plus exploité depuis avril 2005, présente des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il convient de mettre en demeure Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P., de procéder à la mise à l'arrêt définitif de la carrière de VALSONNE en effectuant la remise en état du site afin de protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 512-19 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P., est mis en demeure de procéder, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, à la mise à l'arrêt définitif de la carrière de VALSONNE en effectuant la remise en état du site, à savoir :

- l'enlèvement des installations de traitement et autres installations artificielles présentes sur le carreau de la carrière,
- la sécurisation du front dans sa partie instable par apport de matériaux en purgeant au préalable le front instable si cela s'avère nécessaire pour assurer la sécurité du personnel durant les travaux.

A cet effet, l'administrateur judiciaire pourra, s'il le juge nécessaire, prendre attache avec un organisme compétent afin de faire réaliser une étude de mise en sécurité du front par purge afin de sécuriser l'intervention du personnel lors des travaux de remblaiement ainsi qu'une étude de remise en état du front de la carrière existant dans sa partie instable par apport de remblais extérieur, tenant compte de la présence du hibou grand duc, et en minimisant les volumes de remblais apportés.

ARTICLE 2 : Faute par l'administrateur judiciaire d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VALSONNE,
- à l'exploitant.

Lyon, le 23 JUIN 2010

Le Préfet,

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER